Le mouvement des personnels de l'Éducation dans le 93 commence à s'élargir…

Cette fois ça semble bien parti et la grève commence à s'étendre. Les médias nationaux ont beau entretenir une savante confusion entre le mouvement de grève dans le 93 et le fait-divers du Lycée Chérioux où les enseignants sont en droit de retrait, tout en grossissant quotidiennement des épisodes de violence dont les élèves et les personnels sont les premières victimes, la voix du mouvement dans le 93 semble porter par-delà ce qu'en disent les journalistes. Un tiers des établissements de Seine-Saint-Denis est touché par la grève actuellement.

Rien ne semblait pourtant annoncer une telle mobilisation. En dépit des suppressions de postes annoncées, la rentrée 2009 avait été particulièrement morne. Les directions des syndicats enseignants, daignant d'habitude appeler à une traditionnelle journée d'action en début d'année, ont cet automne attendu jusqu'au 24 novembre avant d'appeler à une grève d'un jour. Deux mois se sont écoulés entre cette date et la nouvelle journée de mobilisation du 21 janvier appelée par les syndicats de la Fonction Publique, précédant la manifestation nationale de la FSU le samedi 30 janvier.

Ces journées ont connu un succès très relatif pour différentes raisons. Il est indéniable qu'a pesé sur les fonctionnaires en général et les enseignants en particulier le poids du reflux suite à l'échec de la mobilisation au printemps 2009. De plus, chez certains des travailleurs du public les plus actifs ou militants, la participation à des journées d'action dispersées n'a guère d'autre sens que celui de se faire mener en bateau par les directions syndicales.

Ce ne sont pas les motifs de mécontentement qui manquent cependant pour que les enseignants fassent sentir leur colère. Il suffit de penser aux 16 000 suppressions de postes à la rentrée prochaine (80 000 en cinq ans), aux réformes de l'éducation, à la réforme Châtel du lycée, à la suppression annoncée de l'école maternelle, à la précarisation grandissante des personnels, à la stagnation des salaires, à la loi sur la mobilité des fonctionnaires : autant d'attaques rendant les conditions de travail encore plus difficiles pour les personnels et annonçant un renforcement du caractère déjà profondément inégalitaire de l'éducation proposée aux jeunes.

Il aura suffi de la détermination de quelques établissements ayant tenté de donner une continuité à la grève du 21 pour que l'ensemble de la Seine-Saint-Denis entre en lutte. C'est finalement à la suite de l'appel lancé le 1er février par la Cité scolaire Henri Wallon d'Aubervilliers qu'un certain nombre d'établissements dans les communes limitrophes a commencé à construire le mouvement, certains d'entre eux venant déjà d'une expérience embryonnaire de coordination et d'AG de ville : Saint-Denis, Pantin, Épinay, etc.

Le 4 février, 150 enseignants venant de 11 établissements en grève manifestaient à Aubervilliers. Ils étaient 800 quelques jours plus tard, le 9, dans les rues de Saint-Denis, avant une AG de 250 personnes représentant 53 établissements en lutte. Ils étaient enfin plus de 1500 à s'être donné rendez-vous à Paris, le 11, pour une nouvelle journée de grève suivie d'une AG nourrie à la Bourse du Travail de la capitale où étaient représentés 75 établissements mobilisés, dont 63 en grève partielle ou totale. Un appel à la grève, soutenu désormais par les syndicats au niveau académique, est lancé pour le 16 et le 18.

L'extension rapide de la grève est due notamment à la structuration en AG de ville inter-établissements ou à la mise en place d'« équipes mobiles de grévistes » qui, en reprenant l'idée des grèves marchantes, font le tour des établissements d'un même secteur pour expliquer les raisons du mouvement à leurs collègues et les aider à débrayer. Mais une autre raison de cette prise rapide du mouvement est le lien existant entre, d'une part les militants les plus actifs du département, et d'autre part de jeunes collègues qui font pour certains leur première grève, sont conscients de la nécessité de lutter pour un service public d'Éducation de qualité, mais se retrouvent confrontés à des conditions de travail et d'enseignement extrêmement difficiles. C'est ce mélange qui explique des taux d'adhésion à la grève de plus de 60% sur certains collèges et lycées même là où il n'y a pas de présence militante structurée. D'autres établissements ont même été totalement paralysés, à l'image du collège Jean Vigo d'Épinay, en grève à 95% le 9 et dont les enseignants ont voté l'occupation pour le lundi 15.

Mais par delà les spécificités du 93, un département où les habitants des quartiers populaires, et par conséquent les jeunes, font face à tous les problèmes auxquels se retrouvent confrontés les travailleurs en France (emploi, précarité, logement, ghettoïsation, flicage, etc.), la portée du mouvement dépasse largement les frontières du département. C'est en ce sens d'ailleurs que d'autres établissements de l'académie de Créteil sont également entrés en lutte, comme certaines écoles, collèges et lycée de l'académie de Paris ou de Versailles qui participeront aux grèves de mardi et de jeudi prochain.

C'est en ce sens également que se pose la question de l'orientation des directions syndicales de l'Éducation au niveau national. Les principaux syndicats enseignants de l'académie de Créteil (SNES-FSU, Sud et CGT) ont commencé à soutenir le mouvement le 9, huit jours après son début. Le SNUIPP-FSU, dont le poids est central dans le premier degré, appelle désormais à rejoindre les établissements mobilisés le 18. Il n'en reste pas moins que c'est à l'AG des grévistes des établissements en lutte que revient la construction du mouvement jusqu'à présent. Elle doit donc poser clairement la question de l'orientation des syndicats au niveau national. En effet, la zone Île-d--France entrant en vacances à partir de la fin de la semaine (20 février), la seule solution pour que le mouvement se renforce consisterait à ce qu'il s'élargisse progressivement aux autres académies rentrant de vacances en vue d'un mouvement national dur, continu et déterminé, à partir de mars. Il s'agit-là non seulement d'une

perspective souhaitable si l'on veut gagner contre le gouvernement, mais également d'une nécessité. Tout devrait être mis en œuvre dès aujourd'hui afin d'affaiblir Sarkozy alors que ce dernier a annoncé vouloir s'attaquer au dossier des retraites dès le printemps, les confédérations syndicales se rendant gentiment le 15 à l'Élysée pour recevoir leur feuille de route. Si les enseignants réussissent à faire reculer Châtel et Sarkozy, ce sera autant d'acquis pour la lutte d'ensemble que, travailleurs du public comme du privé, nous aurons à mener aux côtés de la jeunesse en défense de nos conquêtes.

Dans le mouvement de l'Éducation où les enseignants d'extrême gauche jouent parfois un rôle dirigeant et où les camarades sont nombreux, l'extrême gauche, à commencer par notre parti, devrait défendre de façon coordonnée une perspective de construction de la grève par la base, de renforcement des AG à tous les niveaux et d'interpellation claire des directions syndicales. Il ne s'agit en aucun cas d'une manière de susciter des illusions chez les travailleurs au sujet des actuelles directions syndicales, bien au contraire. La seule manière de ne pas faire leur jeu et d'éviter qu'elles n'essaient d'instrumentaliser le processus actuel en prenant le train en marche et en s'attribuant la paternité du mouvement tout en essayant de démobiliser par des journées d'action espacées à partir de mars (c'est le sens le la réunion d'une première intersyndicale nationale le 10 février), passe par la défense d'une ligne très claire à l'égard des syndicats.

Il n'y a pas de temps à perdre pour structurer l'AG de grévistes d'Île-de-France sur la base de la mobilisation des établissements et des AG de ville, en nous battant pour des délégués mandatés à tous les niveaux, et pour œuvrer à l'extension nationale du mouvement : la plate-forme revendicative claire et combative adoptée le 11/02 est un point d'appui en ce sens. C'est le moyen de faire du mouvement enseignant actuel un point d'ancrage dans ce qui devrait être le bras de fer interprofessionnel à engager avec le gouvernement dans les semaines à venir, en mettant en échec la collaboration de classe des bureaucrates syndicaux nationaux. L'Est parisien qui a vu dernièrement la lutte des travailleurs de Pier-Import et vit actuellement la lutte des Ikéa, dont un des pôles les plus combatifs se situe précisément dans le 93, pourrait jouer un rôle catalyseur dans cette situation. C'est ce pour quoi nous devons militer.

Ciro Tappeste, le 11 février 2010